



**Revue de presse
Gouvernance des eaux souterraines
d'Abitibi-Témiscamingue
20 mai – 3 juin 2015**

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Olivier Pitre, Directeur

SESAT

Tél: (819) 732-8809 poste 8239

Courriel : olivier.pitre@sesat.ca

Une usine encore plus verte pour Eaux Vives Water

MARTIN GUINDON
martin.guindon@tc.tc

ENVIRONNEMENT. Eaux Vives Water a investi 1,7 million \$ avec l'aide de Québec afin de rendre son usine d'embouteillage Eska de Saint-Mathieu-d'Harricana encore plus respectueuse de l'environnement.

L'investissement permet depuis janvier à l'entreprise de fabriquer elle-même ses bouteilles de plastique de 4 litres destinées à l'embouteillage d'eau Eska plutôt que de les faire livrer de Toronto. Québec a octroyé une subvention de 405 603 \$ via le programme EcoPerformance.

«Au lieu d'aller chercher ses bouteilles de 4 litres en Ontario, à plus de 725 km, Eaux Vives Water pourra les produire directement ici à l'usine. Elle économisera près de 117 000 litres de diesel, pour une réduction annuelle de 325 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre», a souligné le ministre régional Luc Blanchette, qui a fait l'annonce au nom de son collègue Pierre Arcand, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, le 25 mai.

«Ce projet nous permet d'économiser l'équivalent de 100 voyages de camions entre Saint-Mathieu et Toronto»

- Jim Delsnyder

«Ce que nous voulons faire comme gouvernement, c'est agir comme partenaire



Dans l'ordre: Sylvain Boudreault, vice-président des opérations, le député Guy Bourgeois, Jim Delsnyder, président d'Eaux Vives Water, et le ministre Luc Blanchette.

(Photo TC Media - Martin Guindon)

d'affaires et c'est exactement ce qu'on fait avec ce projet. On consolide près de 100 emplois», a renchéri pour sa part le député d'Abitibi-Est Guy Bourgeois, qui est aussi l'adjoint parlementaire du ministre Arcand.

PLUS COMPÉTITIVE

Jim Delsnyder, président et chef de la direction d'Eaux Vives Water, a remercié Québec pour son soutien financier. L'entreprise pourra ainsi concrétiser ce projet grâce auquel elle réduira son empreinte écologique et sera plus compétitive.

«Ce projet nous permet d'économiser l'équivalent de 100 voyages de camions entre

Saint-Mathieu et Toronto. Il vient aussi réduire nos coûts de fabrication. Nous utilisons moins de plastique et nous pouvons augmenter notre capacité de production. Ça vient assurer la viabilité de l'entreprise et des emplois dans la communauté», a-t-il déclaré.

DES BONNES NOUVELLES

«Pour nous, c'est une bonne nouvelle. Ce sont 100 camions de moins qui vont circuler sur le chemin Desrosiers pour aller à l'usine. Ça vient améliorer un peu la quiétude de nos citoyens. Nous sommes aussi très fiers d'assister à la consolidation d'une entreprise sur notre

Depuis deux ans

Eaux Vives Water a mis ses bouteilles d'eau de 4 litres en marché il y a maintenant deux ans. Elle en embouteille maintenant près de trois millions par année. «On ne voulait pas investir tout de suite pour produire nos propres bouteilles de 4 litres. On voulait d'abord voir comment le marché allait réagir. Finalement, le volume est devenu de plus en plus important, ce qui justifiait maintenant cet investissement», a expliqué Sylvain Boudreault, vice-président des opérations.

L'entreprise en a profité pour refaire design de sa bouteille, pour le rendre plus attrayant et pratique, mais aussi plus robuste, tout en réduisant l'utilisation du plastique, notamment au niveau du bouchon et de la poignée. Le nouvel équipement lui permet aussi de produire dorénavant ses propres bouteilles de plastique de 1 litre.

territoire», s'est réjoui le maire de Saint-Mathieu-d'Harricana, Martin Roch.

«C'est un investissement pour sécuriser des emplois déjà existants chez Eaux Vives Water. Nous sommes aussi fiers de voir le gouvernement s'impliquer ainsi dans le projet», a pour sa part fait valoir Normand Gauthier, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Centre-Abitibi.



Communiqué de presse : subventionner les bouteilles pour diminuer les GES?

Categories: Nouveautés



Communiqué de Presse pour diffusion immédiate

Subventionner les bouteilles pour diminuer les GES?

Montréal, le 29 mai 2015 – *Eau Secours!*, la coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau s'interroge sur la décision du gouvernement du Québec d'accorder une subvention de 405 000 \$ à Eaux Vives Waters propriétaires de la compagnie Eska de Saint-Mathieu d'Harricana en Abitibi. Cette subvention du programme Éco Performance du Québec vise à aider la compagnie à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 324 tonnes par année causées par le transport des bouteilles neuves de l'Ontario au Québec. Cet effort est louable, sauf que cet argent servira à produire des bouteilles de plastique au Québec!

Les bouteilles de plastique sont fabriquées avec du pétrole. Ce pétrole est lui-même produit à grands coups (et coûts) de gaz à effet de serre! Selon Recyc-Québec, seulement une bouteille de plastique sur neuf est recyclée et un demi-million de bouteilles se retrouvent chaque année dans les sites d'enfouissement et dans l'environnement. Cette quantité de déchets produit, en se dégradant, des gaz à effet de serre, 2,5 millions de tonnes de dioxydes de soufre et de carbone et oxydes de nitrogène. Aux États-Unis la production des bouteilles nécessite 17 millions de barils de pétrole par année. Ces bouteilles seront aussi transportées par camion, à partir de l'Abitibi, pour la vente ou l'exportation de l'eau créant de nouveau des gaz à effet de serre.

M. Sylvain Boudreau, vice-président aux opérations chez Eaux Vives Waters est, de plus, contre la consigne pour les bouteilles d'eau qui coûterait, selon lui, trop cher aux embouteilleurs. La responsabilité des compagnies qui font de l'argent comme de l'eau en nous revendant un bien commun est au minimum de redonner un peu de ses profits aux citoyens du Québec. Une taxe sur les bouteilles, de plus grandes redevances sur l'eau et un meilleur encadrement de cette industrie sont d'ailleurs demandés depuis des années par *Eau Secours!*

En plus de la bouteille, le problème de l'eau, un bien collectif vendu deux fois plus cher que l'eau du robinet, nous incite à interroger le choix du gouvernement. Le Québec offre une eau de qualité dans la plupart de ses municipalités et l'eau embouteillée est souvent exportée principalement vers le marché américain.

Cette subvention nous semble un détournement du sens du programme Éco Performance et un non-sens écologique.

-30-

Pour plus d'informations, veuillez contacter

Martine Chatelain, Présidente de la Coalition *Eau Secours!* au (514) 771-5529

Gouvernement du Québec
29 mai 2015
Communiqué

[Portail Québec](#)

[Plan du site](#) [Pour nous joindre](#) [English](#)

[Portail Québec](#) > [Actualité gouvernementale](#) > [Fil d'information](#) > [Gestion de l'eau : Le Québec et l'Ontario renforcent leur collaboration](#)

Gestion de l'eau : Le Québec et l'Ontario renforcent leur collaboration

QUÉBEC, le 29 mai 2015 /CNW Telbec/ - Le ministre québécois du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. David Heurtel, et le ministre ontarien de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique, M. Glen Murray, sont heureux d'annoncer la création d'un comité conjoint sur la gestion de l'eau.

Le Comité conjoint sur la gestion de l'eau aura le mandat de faciliter la coopération et l'échange d'information entre le Québec et l'Ontario sur une diversité d'enjeux liés à la gestion de l'eau, comme celle des eaux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent et la qualité de l'eau de la rivière des Outaouais, du lac Témiscamingue et du lac Abitibi. Le Comité travaillera également à la recherche de solutions communes pour la gestion des bassins hydrographiques et des plans d'eau partagés.

« Nos deux gouvernements témoignent, une fois de plus, de leur volonté de travailler ensemble afin de protéger notre environnement et d'assurer la sécurité de nos citoyens. La gestion de l'eau est cruciale, tout particulièrement dans le contexte des changements climatiques. Je suis persuadé que les travaux de ce comité renforceront les retombées de nos actions pour préserver cette ressource essentielle à nos vies, et sur laquelle repose également la prospérité de nos économies respectives. Ensemble, nous pouvons lutter contre les changements climatiques afin d'assurer une qualité de vie à nos enfants », a affirmé le ministre Heurtel.

« L'annonce faite aujourd'hui découle de l'engagement de l'Ontario et du Québec de collaborer sur les questions environnementales d'intérêt commun. Travailler de concert à la protection de nos ressources d'eau partagées est une façon pratique et efficace de lutter contre les changements climatiques tout en améliorant la qualité de l'eau », a déclaré le ministre Murray.

Les ministres désigneront chacun quatre représentants à ce comité conjoint. Celui-ci permettra l'établissement d'un forum permanent de discussion sur les politiques et les programmes mis en œuvre par le Québec et par l'Ontario en matière de gestion de l'eau.

Rappelons que l'idée d'approfondir la coopération entre les deux provinces en créant, notamment, un comité conjoint avait été discutée lors de la dernière réunion Québec-Ontario des Conseils des ministres.

Le Comité créera, si nécessaire, des groupes de travail afin de répondre à des enjeux spécifiques dans le domaine de la gestion de l'eau. De plus, chaque année, il produira un plan de travail ainsi qu'un rapport annuel de ses actions.

SOURCES :

Guillaume Bérubé
Attaché de presse
Cabinet du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec
Tél. : 418 521-3911

Lucas Malinowski
Attaché de presse
Ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario
Tél. : 416 212-7307

INFORMATION :

Relations avec les médias
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec
Tél. : 418 521-3991

Lucas Malinowski
Attaché de presse
Ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario
Tél. : 416 212-7307

Université Laval
6 juin 2015
Communiqué

25 mai 2015

Inauguration de notre Chaire de recherche industrielle CRSNG Gestion et surveillance de la qualité de l'eau potable



Lundi 25 mai a eu lieu l'inauguration de notre Chaire de recherche industrielle CRSNG Gestion et surveillance de la qualité de l'eau potable.

[Communiqué de presse de l'Université Laval](#)

Une chaire pour améliorer la gestion et la surveillance de la qualité de l'eau potable

Québec, le 25 mai 2015 – L'eau potable est un bien de plus en plus complexe à produire et à protéger. Les pressions croissantes sur les sources d'approvisionnement, le resserrement des normes, les exigences accrues du public et le vieillissement des réseaux de distribution font partie des nombreux défis auxquels sont confrontées les municipalités responsables de la gestion de cette ressource. C'est dans ce contexte que le recteur de l'Université Laval, Denis Brière, annonce aujourd'hui la création de la Chaire de recherche industrielle CRSNG Gestion et surveillance de la qualité de l'eau potable.

Les travaux de la Chaire s'orienteront autour du développement de stratégies pour la protection des sources d'eau potable et le suivi de leur qualité, de l'élaboration de méthodes d'évaluation de la performance des usines municipales de traitement d'eau et du développement d'outils pour la gestion et la surveillance de la qualité de l'eau dans les systèmes de distribution. Son titulaire sera Manuel J. Rodriguez, professeur à l'École supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional (ESAD) de l'Université Laval et spécialiste réputé dans le domaine de la gestion de l'eau potable.

Cette chaire est le résultat d'un partenariat entre le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), la Ville de Québec, la Ville de Lévis, la Ville de Saint-Jérôme, Avensys Solutions, SNC-Lavalin et l'Association pour la protection de l'environnement du lac Saint-Charles et des Marais du Nord (APEL). Elle disposera d'un budget de près de trois millions de dollars répartis sur cinq ans.

« Nous sommes particulièrement heureux de l'aboutissement de ce projet qui nous permettra d'améliorer nos connaissances en matière de protection des sources, de traitement et de distribution de l'eau potable, a déclaré au nom des partenaires le directeur de la Division de la qualité de l'eau à la Ville de Québec, François Proulx. Les travaux du professeur Rodriguez et de ses collaborateurs aideront de façon très concrète les municipalités dans leurs efforts visant à assurer une eau de qualité optimale à leurs citoyens. »

« Depuis de nombreuses années, l'Université Laval est à l'avant-garde de la recherche et de l'enseignement sur les enjeux de l'eau potable, a ajouté le recteur de l'Université Laval, Denis Brière. L'inauguration officielle de la Chaire de recherche industrielle CRSNG Gestion et surveillance de la qualité de l'eau potable confirme notre leadership en ce domaine, un leadership qui s'appuie sur les compétences de nos professeurs et sur les travaux qu'ils poursuivent au sein d'une quinzaine de groupes, de centres et de chaires de recherche directement liés à la gestion de l'eau. »

À propos de l'Université Laval

Située à Québec, ville du patrimoine mondial, l'Université Laval est la première université francophone d'Amérique du Nord. Elle fait partie du peloton de tête des 50 plus importantes universités de recherche au Canada, se classant au 8e rang avec des fonds de plus de 300 millions de dollars alloués à la recherche l'an dernier. L'Université Laval compte plus de 3 200 professeurs, chargés de cours et autres membres du personnel enseignant qui partagent leur savoir avec quelque 48 000 étudiants dont plus de 13 000 sont inscrits aux cycles supérieurs.

-30-

Source :

Jean-François Huppé

Relations médias

Université Laval

418 656-7785

Jean-Francois.Huppe@dc.ulaval.ca

Le Reflet témiscamien

2 juin 2015

Francis Prud'homme



UN PROGRAMME BONIFIÉ POURRAIT AIDER NOS MUNICIPALITÉS

27 mai 2015 Par Francis Prud'Homme 0 Comments 31

Le gouvernement du Québec a annoncé la bonification du programme PRIMEAU. Ce programme destiné aux petites municipalités en difficultés financières vise à épauler les collectivités dans la réalisation de travaux de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, notamment dans le cadre de la mise aux normes des infrastructures. Il s'agit d'une aide financière pouvant atteindre jusqu'à 95 % du financement des projets d'infrastructures. Au Témiscamingue, les municipalités de Nédélec et d'Angliers pourraient bénéficier de ce programme.

À Nédélec, le maire Denis Paquet accueille cette annonce avec enthousiasme puisqu'il rappelle que les petites municipalités ont peu d'argent à investir dans leurs infrastructures consacrées à l'eau. Nouvellement en poste à Nédélec, monsieur Paquet avoue bien humblement qu'il n'était pas familier avec ce type de programme.

« C'est une bonne nouvelle, pour un bassin de décantation pour les eaux usées, le niveau d'investissement est tellement énorme que la municipalité ne peut en aucun cas se payer ça. C'est sûr que nous pouvons payer une petite partie, un petit pourcentage, mais le gros des dépenses est payé par le programme PRIMEAU. Maintenant, il faut faire appel à une firme d'ingénieurs pour qu'elle nous fasse un prix. Ensuite, il y a toute une démarche, il faut présenter le projet au gouvernement qui mettra un certain temps à nous dire oui ou non. Car il peut encore nous dire non, sauf qu'en ce moment, les choses regardent bien. Ils se sont rendu compte qu'il fallait faire quelque chose. Ce sont des problèmes qui ne sont pas vécus à Montréal ou Québec, car ils sont tellement bien équipés. C'est vraiment pour les petites municipalités qui n'ont pas les moyens », avance le maire de Nédélec.

Si le projet va de l'avant dans sa municipalité, l'argent ira principalement pour le système de rejet des eaux usées. L'objectif est de rendre les choses les plus conformes possible avec les normes environnementales.

Du côté de la municipalité d'Angliers, la mairesse Lina Pine confirme qu'il s'agit d'une bonne nouvelle pour les petites municipalités comme la sienne. Par contre, elle réitère que le conseil municipal a abandonné son projet d'eau potable.

« Là, nous ne savons même plus où nous en sommes rendus. Il y a tellement de choses qui se sont passées rapidement. Il y a des choses que nous devons faire au préalable. Une fois que nous aurons tous les éléments en main, nous verrons ce qui en est, mais oui nous sommes informés de ce nouveau programme. Nous connaissons PRIMEAU, mais là, de savoir que nous pouvons recevoir jusqu'à 95 %, c'est intéressant pour une municipalité comme la nôtre », raconte madame Pine.

Advenant le cas où Angliers entamerait cette démarche, Lina Pine confirme que les montants accordés iraient sans aucun doute dans le projet d'eau potable tant attendu dans sa municipalité. « Dans deux mois, une décision sera prise », conclut la mairesse d'Angliers.